

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés. unissez vous

N°115

16 MAI 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 La Source / B.P. 464 - 75065 PARIS CEDEX 02

1,50F

ni Giscard, ni Mitterrand

ABSTENTION

REVOLUTIONNAIRE

PREPARONS NOUS

A LA LUTTE!

(P4)



après une première
victoire, les travailleurs
pakistanaïis poursuivent
la lutte

(P3)

GAGNER LA BATAILLE DE LA DIFFUSION



Il faut gagner la bataille de la diffusion déclenchée il y a deux mois. Tous les camarades, sympathisants, lecteurs doivent se mobiliser pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé : doubler la diffusion militante. Comme la bataille des 10 millions, gagnée au début de cette année grâce aux efforts de nos lecteurs, la bataille de la diffusion doit permettre d'étendre l'influence des communistes révolutionnaires.

Développer rapidement la diffusion est indispensable pour faire connaître la ligne politique de notre Parti, les perspectives concrètes qu'il offre pour l'organisation des masses populaires. Ce développement est rendu tout à fait possible par les questions nombreuses que les travailleurs se posent aujourd'hui sur leur avenir.

L'accroissement des ventes, ajouté à la souscription régulière, permettra ainsi un meilleur équilibre financier. C'est à cette condition que nous pourrions améliorer «FRONT ROUGE» qui «étouffe» de plus en plus dans ses 8 pages actuelles.

Pour augmenter la diffusion :

Là où une activité régulière du Parti dans les entreprises, les cités, où l'audience du Parti est déjà solide, la vente du journal doit être augmentée rapidement par la prospection systématique, et en s'appuyant sur des réseaux de diffusions. La lettre ci-jointe concernant une cité de transit de la région parisienne, le montre bien, comme le montre aussi cette lettre des camarades de Rhodia Belle Etoile à St-Fons (près de Lyon) : «Comme la plupart des ouvriers nous connaissent, beaucoup s'arrêtent un moment pour parler de l'actualité politique ou revendicative, écouter les mots d'ordre et les prises de parole que nous faisons... Ainsi le nombre de journaux vendus a doublé depuis que nous les diffusons à la sortie, et notre influence politique se développe en conséquence».

Mais là où il n'y a pas d'autre travail régulier du Parti, là où il n'y a pas de contacts déjà établis, là aussi les diffusions de masse peuvent connaître de grands succès. C'est le cas dans les lieux d'affluence populaire, et pas seulement les marchés. Nous devons faire preuve, dans ce domaine, d'une très grande souplesse. Suivons l'exemple de la fédération de Paris qui généralise les ventes du journal aux stations de métro, la vente individuelle à la criée, très mobile, en sillonnant les rues, les cafés, dans les quartiers populaires, n'abandonnant pas le terrain aux seuls diffuseurs de la presse bourgeoise. Des camarades qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent diffuser le journal sur leur lieu de travail ou d'habitation peuvent facilement s'associer à ces initiatives.

Militant, sympathisant, membre d'un cercle «Front Rouge», lecteur isolé : chacun a sa place dans la bataille de la diffusion. Dans nos efforts, inspirons-nous des camarades qui, comme ceux de la cellule Karamah à Besançon, sont à l'avant-garde de la diffusion du journal. Faites-nous part de votre expérience.

Nous gagnerons la bataille de la diffusion !

L'audience du PCR (ml) fera un bond en avant !



Voici 2 lettres de camarades, reçues cette semaine, qui expliquent leurs initiatives pour développer la diffusion de notre journal. Relatant des expériences dans des conditions différentes, ces camarades montrent que la diffusion peut être considérablement augmentée.

«Près de chez moi, en plein quartier populaire de l'est de Paris, se trouvent 2 stations de métro. Tous les jours, surtout vers 6 heures du soir, beaucoup de travailleurs passent par là. J'ai décidé, depuis que FRONT ROUGE est devenu l'organe central du PCR (ml), de vendre régulièrement le journal. J'y vais seul, je propose le journal avec des mots d'ordre sur l'actualité.

L'accueil des travailleurs est bon. C'est ainsi qu'en guère plus d'une heure, je vends 4 journaux à une station et 4 journaux à l'autre. Des ouvriers, des ménagères achètent le journal.

Même en disposant de peu de temps, dans la mesure où c'est près de chez moi, je peux toujours m'arranger pour diffuser au moins une fois dans la semaine. Bien qu'il n'y ait pas eu, jusque là, de présence militante, dans un endroit donné, on peut vendre avec succès notre journal.»

«Nous sommes plusieurs camarades à intervenir sur une cité de transit de la banlieue Nord-est de Paris. Jusqu'à présent, comme nous menons plusieurs activités sur la cité, nous n'avions pas pris le temps de proposer systématiquement le journal. Avec FRONT ROUGE devenant organe central, nous avons fait du porte à porte dans toute la cité, le proposant à tous. Alors que nous en vendions régulièrement 9, nous en avons placé plus d'une trentaine, soit un exemplaire à une famille sur 4. Bénéficiant d'un accueil très favorable, sur la base de notre action dans la cité, nous avons également eu beaucoup de discussions sur la lutte à mener, la voie conduisant au socialisme.

Nous avons constaté que tripler la diffusion ne posait pas de gros problèmes, sinon celui du temps qu'on y consacre. Nous avons l'intention de nous organiser en conséquence, pour assurer cette diffusion de masse, notamment en mettant dans le coup les gens que nous contactons. Ainsi le problème du temps disponible ne sera plus un obstacle insurmontable. D'autre part, nous avons décidé, dès à présent, de faire chaque semaine, une grosse diffusion dans notre banlieue, en un lieu très passager, pas toujours le même, par exemple une heure ou deux dans une rue très commerçante, le samedi après-midi.»

UNE CAMPAGNE COMMUNISTE

Les grands moyens d'information en France mettent plein phare sur la campagne électorale des hommes de la bourgeoisie. Notre Parti développe sa campagne malgré le black-out et les obstacles mis par l'Etat bourgeois pour empêcher que se fasse entendre la voix des vrais communistes: ainsi pas un mot dans la presse, ni à la radio, sur notre manifestation du 1er mai, à Paris, avec plus de 2000 personnes. Dans les meetings du PCR (ml) et les actions menées ce 1er mai, accompagnées souvent de larges discussions avec les travailleurs, se manifeste le renforcement des liens des communistes avec les masses et l'audience croissante des idées révolutionnaires, y compris en cette période de cirque électoral.

dans la rue le 1er mai...

thionville

Action unitaire du P.C.R. (ml), de P.L.C. et d'un groupe lycéen: «Servir le Peuple». Manifestation jusqu'à la foire-exposition. Prise de parole devant 200 personnes pour expliquer notre position face au cirque électoral. Après un appel au boycott du film: «Les chinois à Paris», passant à proximité, le meeting s'est clos par l'Internationale entonnée avec les travailleurs présents à l'entrée de la foire.

orleans

Manifestation de rue organisée par les marxistes-léninistes et avec le soutien

meetings du p.c.r. ...

lille

Le premier meeting du P.C.R. (ml) a été largement positif: depuis longtemps, les communistes ml n'avaient pas réalisé une telle mobilisation sur la ville: 150 personnes étaient venues.

A la tribune, trois vétérans, militants du P.C.R. (dont l'un adhéra au PCF en 1926 et le quitta en 47 au moment du «retroussez vos manches»), retracèrent leur combat communiste depuis des dizaines d'années et, à travers leur propre expérience, montrèrent la dégénérescence de longue date du P.C.F. et la nécessité de construire le parti communiste authentique: le P.C.R.

Un camarade ouvrier a fait le bilan de la lutte de son usine, expliquant le rôle des communistes révolutionnaires, les raisons de son adhésion et la constitution de la cellule d'usine qui suivit cette lutte.

L'intervention centrale fut suivie d'un

bordeaux

Une centaine de personnes ont assisté au premier meeting du P.C.R. (ml), dont des travailleurs immigrés en lutte pour leur logement et militant au CACF.

Parmi les interventions: une responsable CFDT dans un foyer de

le havre

Grand succès du premier meeting du P.C.R. (ml) dans cette ville. 150 personnes, dont plus de la moitié de travailleurs africains de Renault-Sandouville. Des travailleurs qui ne pouvaient venir parce qu'ils étaient de nuit et des jeunes de CET bouclés chez eux, avaient confectionné des banderoles pour le meeting.

La tenue et le succès du meeting, le premier du P.C.R. (ml) au Havre, sont une défaite pour les révisionnistes de la localité qui avaient monté une série de provocations contre nous.

Au cours du meeting, après l'intervention centrale, un jeune ouvrier du Parti a évoqué les problèmes de la jeunesse, de l'école, et les difficultés des premières années à l'usine. Il a appelé à la constitution rapide d'une authentique Jeunesse Communiste. Un travailleur immigré

du CIP. A 10h30, une centaine de personnes se sont rassemblées aux Halles, à notre appel. Parmi les orateurs, un délégué CGT, militant OSR, qui a dénoncé la trahison par les directions syndicales du 1er mai et de sa tradition de luttes. L'assistance, comptant de nombreux travailleurs immigrés dont ceux d'un foyer en lutte contre les loyers, a ensuite parcouru les rues de la ville, derrière le drapeau du P.C.R., en reprenant les mots d'ordre du Parti.

A Orléans, le P.C.F. fait campagne pour... Georges Marchais. Sur les murs de la ville, il colle systématiquement le portrait de Marchais. Mitterrand est relégué au second plan. Pour contrer cette campagne à part du P.C., le P.S. a fait venir en vitesse G. Deferre, le 24 avril.

débat qui permet de combattre le point de vue des militants de certains groupes qui rejettent la nécessité du parti d'avant-garde dès aujourd'hui, ou bien encore, de ceux qui remplacent la révolution par «La lutte contre la fascisation».

Un camarade sortant de l'ex-«Cause du Peuple» apporta spontanément son témoignage, tirant les enseignements de la pratique et montrant la nécessité de rejoindre le P.C.R. Un ouvrier, membre du P.C.F. prouva par son intervention favorable au P.C.R. que la candidature Mitterrand rencontre un certain nombre d'oppositions au sein du parti révisionniste.

Un travailleur immigré choisit ce moment pour demander son adhésion. Les communistes révolutionnaires ont fait apparaître la seule force capable de transformer la réalité: leur Parti, le P.C.R. (ml).

jeunes travailleurs a parlé de la place des femmes dans la Révolution. Un militant CGT d'un grand magasin a appelé à rejoindre l'OSR. Le témoignage d'une camarade étudiante a montré les possibilités du travail communiste à l'Université.

du CACF a parlé de la nécessaire unité de la classe ouvrière contre l'exploitation et la circulaire Fontanet. Une quarantaine de Front Rouge vendus, 170F collectés pour offrir une ambulance à la jeune République de Guinée-Bissau.

Le meeting tenu le 1er mai par les révisionnistes, pour la première fois, ne rassemblait même pas le chiffre de leurs adhérents. L'enthousiasme, chez eux, n'est pas débordant: les collages pour Mitterrand au Havre, sont bien moins nombreux que d'habitude.

Dans le même temps, nous sommes bien accueillis dans les cités ouvrières où nous établissons de nombreux contacts.

Ces succès sont des défaites pour les révisionnistes de la localité. La série de provocations montées contre nous n'y pourra rien changer.

aix en provence

A l'appel du P.C.R. (ml), de la G.R., et du Comité Français-Immigrés (CFI), une manifestation, dont les travailleurs immigrés de l'«hôtel» Bentoumi, a parcouru le centre-ville depuis la place des cardeurs, avec banderoles et drapeaux rouges. A plusieurs reprises, des prises de parole en français et en arabe ont été faites pour dénoncer le cirque électoral de la bourgeoisie, l'impérialisme français... La manifestation s'est terminée par l'Internationale.

provocations des révisionnistes et de la bourgeoisie au havre

Organisation de commandos révisionnistes qui lacèrent systématiquement nos affiches d'appel au meeting.

Sur un marché, les révisionnistes ont appelé la police: c'est un conseiller municipal P.C.F. d'Harlieux qui conduisait les flics venus nous embarquer. Entourés de près de 200 personnes, les flics ont dû finalement battre en retraite.

à villerupt

Nos affiches presque aussitôt collées sont systématiquement arrachées, ou recouvertes une par une par les révisionnistes. De même pour les inscriptions avec le nom du P.C.R. (ml). Nos tracts sont systématiquement retirés des boîtes aux lettres.

Les nervis révisionnistes prennent en chasse les camarades en voiture: ainsi le 14 avril, un camarade se faisant bloquer par 2 nervis qui tentèrent de le sortir de la voiture.

à longwy

Deux camarades agressés par des nervis révisionnistes qui vont en chercher 20 autres, dont des permanents, au renfort.

Le très réactionnaire «Républicain Lorrain» ouvre ses colonnes à une provocation révisionniste: «M. Porcu, secrétaire fédéral du P.C.F. de Meurthe et Moselle-Nord, conseiller général du canton de Villerupt nous a informé», écrit «le Républicain», «qu'il avait alerté les services du commissariat de police en exprimant le vœu que soient saisies les publications interdites, distribuées dans le secteur (Longwy) par des militants d'une formation politique adverse de l'Union de la gauche». En clair, M. Porcu tolère les attaques de l'UDR et des trotskistes contre Mitterrand, mais trouve «illégal» la campagne du P.C.R. contre les candidats bourgeois Giscard et Mitterrand.

Toujours à Longwy, dimanche 21 avril à 21 heures, un coup de feu est tiré contre nous alors que nous collions des affiches du Parti.

après une première victoire, les travailleurs pakistanais poursuivent la lutte

Les travailleurs pakistanais, mauriciens et arabes de la rue Dulong, ont obtenu, pour 37 d'entre eux, la carte de travail et le placement en formation professionnelle; et pour les 700 la promesse du report de l'échéance du 1er juin pour la validité de la carte de séjour.

UNE VICTOIRE...

Ce succès a été imposé par les travailleurs qui ont occupé le Bureau de Main d'Oeuvre de la rue Montmartre, mercredi dernier. Dès 9 heures, plus de 200 personnes, dont un grand nombre de travailleurs pakistanais, occupaient l'immeuble. Ils devaient y rester toute la journée, scandant au balcon des mots d'ordre «Carte de travail dès l'embauche», «français, immigrés, même patron, même combat», «A bas la Circulaire Fontanet»... et chantant l'Internationale. Avec des mégaphones aussitôt installés, les travailleurs pakistanais se sont adressés toute la journée à la population du quartier pour expliquer leur lutte, le déroulement des négociations avec le ministère. Sur les chantiers d'en face, des ouvriers français et immigrés

arrêtaient le travail pour écouter. Dans la rue, les gens s'attroupaient, écoutaient, applaudissaient. Face aux flics qui cernaient l'immeuble, tandis que les voitures de pompier avec grande échelle faisaient le tour du bâtiment pour intimider, les travailleurs déclaraient: «nous continuerons jusqu'au bout». Lorsque la délégation des travailleurs est revenue du Ministère, avec le texte des revendications signé du ministre Gorse, les travailleurs sont sortis de l'immeuble et ont remonté la rue Montmartre en manifestant aux cris de «Ce n'est qu'un début, la lutte continue!».

LA LUTTE CONTINUE...

Pour les travailleurs, la lutte est loin d'être terminée:

* Ce qui a été imposé l'a été pour 37 travailleurs. Pour tous les autres, victimes de la même situation, il n'y a aucune garantie sérieuse pour le travail, le séjour et le logement. Comme l'an passé, au moment des nombreuses grèves de la faim, la bourgeoisie essaie de faire de chaque travailleur immigré un cas particulier. Les travailleurs pakistanais, mauriciens, arabes, refusent cette

manœuvre de division: ils ont considéré les 37 grévistes de la faim qu'ils ont soutenu activement, comme les porte-parole de leurs revendications.

* Même pour les 37, la vigilance la

plus grande s'impose: lorsqu'ils se sont présentés à leur centre de F.P.A., dans la banlieue parisienne (Lagny), en fin de semaine, on a voulu leur remettre une carte de travail pour 4 mois seulement (au lieu d'un an) et valable uniquement pour la région du centre F.P.A. Pour riposter, les travailleurs organisent ce matin une délégation chez POSTEL-VINAY, au ministère, afin d'obtenir la carte d'un an valable sur tout le territoire français.

L'an dernier, ce sont les mobilisations de masse et l'unité croissante des travailleurs français et immigrés contre la Circulaire Fontanet qui ont fait reculer la bourgeoisie. Aujourd'hui, cette unité est nécessaire pour créer un rapport de forces favorable aux travailleurs pakistanais, mauriciens et arabes. Cette unité que ceux-ci recherchent. Les travailleurs pakistanais avec qui nous avons discuté de l'article de FRONT ROUGE sur

Brandt (No 114), étaient vivement intéressés par cette lutte menée au coude à coude par des français et des immigrés, contre les contrats de travail.

Pour réaliser cette unité, pour que les travailleurs immigrés obtiennent gain de cause, pour prévenir tout mauvais coup (expulsions, par exemple), au lendemain du 2ème tour des élections, popularisons la lutte dans les quartiers et les entreprises, organisons le soutien en argent et en médicaments.

La lutte des pakistanais à Paris, celle des travailleurs turcs à Martignes, la lutte à Brandt convergent. Le P.C.R. (ml), l'O.S.R., les C.A.C.F., appellent les travailleurs français et immigrés à s'unir et s'organiser pour imposer l'abrogation de la Circulaire Fontanet.

Carte de travail pour tous!
Travailleurs français et immigrés, même patron, même combat!
Abrogation de la Circulaire Fontanet!
Imposons la satisfaction des revendications des travailleurs pakistanais!

Corr. Paris XVIIIème le 13-5-74

blindex: malgré l'agression par un commando patronal, les grévistes tiennent bon



L'agression du commando de nervis du patron contre le piquet de grève

Les ouvriers de Blindex, à Marseille, continuent leur grève commencée il y a 4 semaines. Le 17 avril, le patron, qui avait déjà baissé le taux horaire de 15%, supprime la prime de risque pour ceux qui travaillent à l'acide.

La grève commence alors, suivie le lendemain par la majorité des ouvriers. Blindex est une usine de batteries pour voitures, ce qui signifie maladies de plomb et d'acide, brûlures et maladies de la peau, tous les 3 mois des ouvriers se retrouvent à l'hôpital, gravement atteints par la maladie du plomb. Un ouvrier raconte: «A l'hôpital ils m'ont trouvé un taux de plomb de plus de 2 fois la normale, ils m'ont fait une piqûre pour le faire baisser, la veille, le toubib (de mèche avec le patron) m'avait dit que tout allait très bien». Sans commentaires. Et les patrons (les quatre frères Gentet) essaient de diviser les ouvriers: pour un même travail, certains sont déclarés manutentionnaires, d'autres soudeurs, un soudeur pour le même travail peut gagner de 5,75 F à 7,35 F, les douches et les réfectoires sont séparés pour les Français et les immigrés.

Mais il y a un mois et demi, les ouvriers de Blindex se sont organisés,

ils ont créé une section syndicale CFDT et élu un délégué.

Unis dans leur syndicat, les ouvriers ont élaboré tous ensemble leurs revendications:

-1/4 d'heure de douches compris dans le temps de travail

-1/2 heure de pause

-à travail égal, salaire égal

-reclassement des ouvriers atteints de saturnisme et reconnaissance des maladies professionnelles

-rétablissement du taux horaire antérieur

-paiement des jours de grèves

Après une première négociation, le patron lâche tout ce qui est dans la convention collective, mais refuse de rétablir le taux horaire et de payer les jours de grève, revendication essentielle pour les travailleurs. La lutte continue. Le patron achète alors les chefs et quelques jaunes pour leur faire reprendre le travail: mardi 23, les ouvriers décident alors de faire un piquet de grève, afin d'empêcher les livraisons de fournitures et d'empêcher les jaunes de travailler. Le patron fait appel aux flics et à un huissier, mais devant la détermination des grévistes, ils ont été obligés de repartir. Entre

temps, le patron envoie quarante lettres de licenciement dont une au délégué syndical, «pour participation à une grève illicite». Le soutien de la population du quartier s'intensifie, des collectes sont organisées.

Le lundi 6 mai à 7h30, le patron monte, avec des nervis recrutés pour la circonstance, une attaque contre les travailleurs en grève.

Le commando s'acharne sur une militante CFDT, sérieusement atteinte, celle-ci a été hospitalisée. Quatre travailleurs ont été blessés. Les flics appelés par les ouvriers, se contentent de regarder, montrant ainsi leur complicité. Le mardi matin, par contre, ils interviendront pour embarquer deux ouvriers qu'ils passeront à tabac, forçant l'un d'entre eux à signer une fausse déposition. Jeudi 9 mai, 300 personnes ont participé à une manifestation de soutien aux ouvriers de Blindex, dans le quartier nord, montrant leur solidarité avec les travailleurs en lutte. Le patron qui a commencé à négocier vendredi, accorde 50c d'augmentation, mais refuse de payer les jours de grève. Les travailleurs décident de continuer la lutte.

Les syndicalistes révolutionnaires de Martignes ont pris à bras le corps le soutien et la popularisation de cette lutte, qui trace la voie de la résistance efficace à la bourgeoisie, qui vise à lui faire payer la crise.

Le 1er Mai, ils ont diffusé largement le tract des travailleurs de Blindex, à Martignes. Ils sont allés en délégation au piquet de grève pour leur porter l'argent de leur collecte, encourageant les grévistes à persévérer. Les représentants de la section CFDT-Immigrés bâtiment de Martignes et les camarades du P.C.R. (ml) avaient parcouru les quartiers populaires appelant à soutenir les luttes ouvrières qui se déroulent en ce moment dans la région, et collecté 160F pour les grévistes de Blindex. A cette occasion, notre Parti a fait connaître ses objectifs et a participé activement à l'action concrète du soutien à Blindex. Actuellement les syndicalistes révolutionnaires de Martignes préparent un meeting où les travailleurs de Blindex présenteront eux-mêmes leur lutte, afin de faire connaître le plus largement possible cette grève exemplaire.

Correspondant 10/5/74.

une semaine de lutte

brandt

(lyon)

Suite aux dérayages de la semaine passée, la section CFDT a obtenu de la direction de Brandt et de l'ANPE la garantie d'un autre emploi et des papiers seront donnés à l'ouvrier licencié en fin de contrat à Brandt. Bien que cet ouvrier n'ait pas été réembauché, cette lutte est un premier succès, car c'est la première lutte contre les contrats de travail et beaucoup d'ouvriers sous contrats y ont participé. C'est une première mobilisation contre la circulaire Fontanet et les contrats, qui prépare des luttes plus dures au moment des vacances où de nombreux contrats arrivent à expiration et où la direction veut «réorganiser la production»... Les délégués révisionnistes de la CGT ont en tout et pour tout apporté une pétition après coup, et ils veulent faire démissionner deux délégués CGT qui ont soutenu le mouvement.

O.N.C.O.R.

(dunkerque)

Les 180 habitants du bidonville de l'ONCOR se sont opposés victorieusement à la décision de la police de les expulser du bidonville le lundi 20 avril... mobilisés par le CACF de Dunkerque au cours d'une A-G. Après avoir désigné un comité de grève de 5 membres (un du CACF et 4 du bidonville) ils ont tiré et diffusé un tract de popularisation avec l'aide du CACF et d'un délégué CFDT de l'usine des Dunes... et ont décidé de faire grève le lundi de l'expulsion... 70 ont fait grève. Devant cette mobilisation, la police a reculé, le Maire a indiqué «qu'ils (les flics) avaient mal compris les ordres». Seules trois baraques ont été démolies. Le bilan est positif, car pour la première fois, les habitants se sont organisés. Avec le CACF, la lutte continue pour le logement à 100F par mois maximum.

Corr. Dunkerque.

dunkerque

2 travailleurs immigrés assassinés par le capital...

Le 5 mai, à 3 heures du matin, sur le chantier de l'hospice des vieillards, un incendie a éclaté dans le baraquement où logent 30 travailleurs turcs et 20 immigrés algériens et tunisiens. Vus les matériaux des baraques, l'incendie se propage très vite, les ouvriers endormis s'échappent comme ils peuvent par les fenêtres, les issues de secours sont cadenassées. Bilan 2 morts, 48 sans abris. Les secours sont arrivés très lentement et une équipe venue photographier les dégâts a été interpellée par la police. A la mairie, en plein dépouillement des élections, Prouvoveur a refusé de faire verser un secours aux immigrés qui ont tout perdu.

Depuis, une AG a eu lieu à la MJC de Rosendael pour organiser soutien et popularisation, une deuxième A-G a eu lieu et une manifestation devait avoir lieu le samedi 11 mai... Le CACF de Dunkerque s'est joint à la manifestation. La lutte continue pour le logement des travailleurs.

CAPITAL ASSASSIN!

celmans

(le mans)

Après quatre semaines de lutte, propositions lamentables de la direction: 2,5% d'augmentation, rejetée par les ouvriers, la grève des cadences continue: contre les cadences, pour 100 F uniformes par mois.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

| | | |
|------------|--------|-------|
| pli normal | 1 an | 60 F |
| | 3 mois | 15 F |
| pli fermé | 1 an | 120 F |

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom

Prénom

Adresse

Profession

envoyer à F.R. BP 464 75065 Paris Cedex 02

ni giscard, ni mitterrand

ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE PREPARONS NOUS A LA LUTTE

Giscard ou Mitterrand, voilà le choix que les élections de la bourgeoisie offrent dimanche prochain ! Face à ce choix, la grande masse des travailleurs distingue clairement le rôle et la nature de la candidature de l'actuel ministre des finances. Parce que ce dernier participa ou apporta son soutien au gouvernement sans interruption depuis 16 ans, parce qu'au poste qu'il occupe au gouvernement, il s'est illustré comme l'agent zélé de multiples mesures anti-ouvrières, depuis le rackett que constitue l'impôt jusqu'à l'accélération de la hausse des prix, parce qu'il est ouvertement soutenu par tout ce qu'il y a de plus réactionnaire en France, de l'OAS à Le Pen en passant par le groupuscule fasciste d'Ordre Nouveau, Giscard d'Estaing apparaît aux travailleurs comme le candidat déclaré de la classe capitaliste. Son programme, rempli à la hâte de promesses démagogiques pour les travailleurs, ne peut faire illusion. Giscard d'Estaing a beau le gonfler au fur et à mesure que se rapproche l'échéance de dimanche, il ne réussit pas à convaincre les travailleurs qu'il tiendra ce qu'il promet, lui qui depuis 16 ans est associé à la politique réactionnaire de la bourgeoisie, lui qui prévoit pour 1975, un million deux cent mille chômeurs, et la poursuite de la hausse des prix ! La surenchère à laquelle se livre Giscard, face à Mitterrand, pillant en plusieurs points son programme, le fait surtout passer pour un démagogue bourgeois, ce qu'il est !

Un tel candidat ne peut, dans la grande masse des travailleurs, que susciter une juste haine de classe. Pas un seul ouvrier qui ne

souhaite, au fond, lui voir subir un échec. Camarades, c'est de ce juste sentiment de classe que la soi-disant gauche se sert aujourd'hui pour vous tromper. Le thème de sa campagne, c'est de s'unir contre la droite, de barrer la route à Giscard. Combien de travailleurs pourtant, ceux que nous rencontrons dans nos réunions publiques, dans les usines, sur les marchés, dans les H.L.M., au cours de notre campagne communiste, ont des doutes ? Et comment ne pas en avoir ? Comment se sentir en harmonie complète avec un candidat comme Mitterrand. Ne parlons pas de son passé de colonialiste et de serviteur du capital, que les vieux camarades connaissent bien. Mais aujourd'hui même, aller voter pour un homme soutenu par Trigano, le patron licencié de la S E M M, pour un homme qui avoue franchement vouloir faire la même politique des prix que Debré ; pour quelqu'un qui rejette la satisfaction des revendications urgentes au-delà d'un projet de redressement du franc ; et qui, en attendant, promet le SMIC à 1.200 francs par mois quand le minimum vital est bien au-dessus ; voilà qui ne peut pas soulever l'enthousiasme des travailleurs.

Et pourtant, malgré tout, au bout du compte, nombre d'entre vous s'apprêtent à voter Mitterrand. Parce que vous écoutez ceux qui vous disent : *il faut barrer la route à la droite*. Mais pour ouvrir la route à quoi ?

Aujourd'hui, une grave crise menace le capitalisme français ; les pays en voie de développement engagent une grande lutte pour la récupération

de leurs richesses nationales ; la concurrence inter-impérialiste se fait chaque jour plus aiguë, comme en témoignent les difficultés de l'Europe. Les patrons n'ont qu'une idée en tête : nous faire payer la crise. Il n'y a qu'un seul moyen pour les en empêcher : la lutte. Giscard président, ce sera évidemment la fin de non recevoir à toutes les revendications, la nécessité d'établir un rapport de forces, de se battre pied à pied. Mais croyez-vous qu'avec Mitterrand, ce sera différent, autrement que dans les mots ? Mitterrand est au service de la même classe. Et le langage qu'il tient aujourd'hui, il continuera à nous le tenir. S'agira-t-il d'augmenter les salaires, de réduire les horaires et les cadences, d'empêcher les licenciements ?

L'argument choc des révisionnistes et des réformistes sera de dire que ces revendications font le jeu de la « droite ». Certes Maire et Ségué sont suffisamment beaux parleurs pour ne pas dire de front aux travailleurs : vos revendications sont injustifiées ; ils diront : elles sont irréalistes, le gouvernement ne peut les satisfaire de suite, il a des difficultés dues à l'état dans lequel la « droite » a laissé l'économie, il faut redresser le franc avant toute chose... Renoncez à faire grève tout de suite, travaillons à redresser l'économie ; après, après seulement la gauche pourra satisfaire vos revendications. Pour « barrer la route à la droite », il faudra « surmonter la crise », il faudra « patienter ».

Et pour accréder chez les travailleurs l'idée que faire grève, ce sera faire le jeu de la « droite », la « gauche » exploitera toutes les inévitables provocations des partis de « droite » écartés du



gouvernement et soucieux d'y revenir, en présentant ces provocations comme nourries par les « troubles sociaux ». On a déjà vu par exemple en 71 le P«C»F appeler les O.S. de Renault à cesser leur grève parce que la régie Renault « profitait de cette grève pour remettre en cause les nationalisations ». On a déjà vu ce premier Mai, les confédérations CGT et CFDT s'entendre pour annuler la manifestation revendicative prévue ce jour là, pour éviter les « provocations ». Cette attitude-là sera l'attitude permanente de la « gauche » arrivée au pouvoir face aux luttes.

Ainsi on est loin de la duperie selon laquelle une victoire de Mitterrand faciliterait le combat revendicatif. Non seulement une victoire de Mitterrand laisserait intact, aux mains de la bourgeoisie, l'appareil d'Etat qui assure son pouvoir, avec ses forces répressives (armée, police) et ses instruments idéologiques (presse, télé, radio). Non seulement une victoire de Mitterrand ne mettrait aucun frein à l'exploitation capitaliste dans les entreprises nationalisées comme dans les autres. Mais encore les travailleurs devraient, pour déclencher leurs luttes, affronter dans leurs usines, à l'intérieur de leurs syndicats, une opposition vigoureuse, sans comparaison avec celle qui existe aujourd'hui, des chefs réformistes des confédérations.

Dès aujourd'hui, certaines déclarations de chefs de la CGT et de la CFDT annoncent clairement quel sera leur comportement face aux revendications des travailleurs et à leurs luttes : *« Nous saurons bien tenir compte... des réalités économiques et par conséquent des limites des possibilités sociales qui en découlent »* a déclaré Ségué, pendant que son collègue Maire affirmait : *« il est évident que si la mobilisation est puissante... et si elle s'oriente vers l'augmentation massive et immédiate de tous les salaires et prestations sans distinction nous courons le risque d'échec. »* Voilà qui en clair veut dire aux travailleurs : il faudra que vous sachiez modérer vos revendications.

C'est fort de ces assurances des plus hauts responsables de la CFDT et de la CGT que les politiciens du PS comme Deferre affirment en direction des

capitalistes dont ils veulent capter le soutien : *« Si un candidat de la majorité sortante était élu, de graves troubles sociaux risqueraient de se produire. Si au contraire, Mitterrand l'emporte, l'ordre républicain, la paix sociale seront assurés, les finances publiques, la monnaie défendues, l'économie se développera sans à-coup. »*

Et non seulement on exige des travailleurs de modérer leurs revendications, de préserver la paix sociale, mais encore la « gauche » espère qu'ils travailleront plus, c'est Marchais lui-même qui le dit : *« les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance »*. Ce que pense Marchais, en fin de compte, c'est que les ouvriers aujourd'hui ne travaillent pas assez et que c'est un gouvernement de « gauche » qui peut les faire travailler plus vite.

Lutter contre les partis ouvertement bourgeois et réactionnaires, contre les Giscard, notre Parti l'a fait, et il continuera à le faire de toutes ses forces. Mais se fixer pour but, dans le cadre de cet état bourgeois, de ce système capitaliste, de leur « barrer la route » pour les renverser par un gouvernement « de gauche », c'est une mystification. Une mystification dangereuse, dont les politiciens bourgeois de la « gauche » se servent dès maintenant en campagne électorale, et qui leur servirait demain à liquider en douceur des luttes de la classe ouvrière, à lui faire accepter « de plein gré » les hausses des prix, le blocage des salaires, l'intensification du travail, les licenciements massifs. Demain, que ce soit Giscard à la barre ou Mitterrand président, rien ne sera changé. Pour faire payer sa crise à la bourgeoisie, il n'y aura qu'un moyen : la lutte de classe. Et c'est en la développant que nous ouvrirons la seule voie qui réponde réellement aux aspirations des travailleurs : celle de la révolution, du pouvoir des ouvriers et des paysans, et du socialisme. Rejeter dès aujourd'hui la mystification électorale bourgeoise du second tour des élections présidentielles, n'accorder son soutien et son vote ni à l'un ni à l'autre des deux candidats bourgeois, c'est la seule façon conséquente de préparer l'avenir.

Le 19 mai, pensons au 20 : abstention révolutionnaire !

GISCARD FAIT DE LA SURENCHERE PAR RAPPORT AU PROGRAMME COMMUN

Giscard en quête de voix ouvrières a choisi Montceau-les-Mines cité ouvrière et minière pour exposer son programme « en faveur » de la classe ouvrière. Mais les travailleurs n'étaient pas au rendez-vous ; même le Figaro a remarqué que l'assemblée était composée de notables et de bourgeois. Malgré tout, le ministre des finances a essayé de se donner un visage « social » en formulant diverses promesses « en faveur » de la classe ouvrière. En plus des promesses qu'il avait déjà avancées :

- Garantie des ressources pour les jeunes afin de leur permettre de changer d'emploi. Ce qui en réalité vise à organiser la « mobilité » de l'emploi pour les jeunes, au gré des besoins temporaires des capitalistes.

- La « protection particulière » des chômeurs victimes de licenciements collectifs : maintien du salaire pendant un an et formation professionnelle. Ceci annonce un accroissement des licenciements collectifs, cette mesure ayant pour but de les faire passer en douceur, en évitant des luttes comme à LIP.

Il a promis :

- un renforcement de l'indemnisation du chômage. Ce qui laisse prévoir une augmentation considérable du chômage, malgré la promesse du maintien du « plein emploi », plein emploi qui signifie actuellement 900.000 chômeurs d'après les estimations de l'INSEE. Le plan Montjoie, dont Giscard refuse de parler mais qui a été établi en Mars, avec la collaboration de ses services, annonce 50% de chômeurs en plus pour 75.

- La suppression progressive du salaire au rendement. Ça fait plus de dix ans que l'on parle de retour progressif aux 40 h, on en est encore loin, il risque d'en être ainsi pour le salaire au rendement.

La veille il promettait des mesures en faveur des femmes : elles en ont l'habitude, ça fait 30 ans qu'elles sont censées gagner les mêmes salaires que les hommes, on ne compte plus les lois en leur faveur. Mais elles sont toujours aussi exploitées.

Cet ensemble de mesures a « surpris » la « gauche » dont le programme en 6 mois est intégralement repris à son

compte par Giscard. SMIG à 1.200F ; minimum garanti pour les jeunes et augmentation du minimum vieillesse (sur ce point Mitterrand promet 1,50 F de mieux par jour que Giscard). Alors que jusqu'à maintenant Giscard accusait Mitterrand de « casser l'instrument économique » par son programme, c'est maintenant l'inverse. Les experts économiques de la « gauche » chiffrent les « mesures sociales » de Giscard à 25 milliards pour 1975 et crient à la gabegie. Mendès France dans les colonnes du Figaro accuse Giscard d'aller trop loin et de mettre en péril la « croissance économique ».

Seule mesure sociale de Mitterrand que Giscard n'ait pas annexée : les nationalisations. Il est vrai que Mitterrand dans son face à face avec Giscard avait bien précisé que ses nationalisations sont de même nature que celles réalisées par de Gaulle en 45 !

Pour rassurer les actionnaires des monopoles, qu'il prévoit de nationaliser, Mitterrand assure qu'il les indemniserait, c'est une promesse dont on peut être certain qu'elle sera tenue, ainsi les ouvriers devront produire encore plus pour rembourser ceux qui se sont constitués des fortunes en les exploitant quotidiennement. Les véritables victimes des nationalisations ce ne seront donc pas les capitalistes, mais la classe ouvrière.

Mises à part leurs divergences sur les nationalisations et la participation des « communistes » au gouvernement, Giscard et Mitterrand se retrouvent d'accord pour tenter d'endormir la vigilance des masses par un flot de promesses. Ils sont d'accord sur l'essentiel : tout faire pour surmonter la crise de l'impérialisme et pour caler accroître l'exploitation des travailleurs, c'est pour eux l'objectif fondamental. Les travailleurs n'ont rien à attendre de bon de ceux qui veulent gérer les affaires du capital : leurs promesses sont toujours des leurres. Pour imposer leurs revendications, le seul moyen c'est la lutte, et pour que « ça change » réellement la seule solution c'est de mettre fin à l'exploitation capitaliste par la révolution.

vendredi 3 Mai 1974,

Camarades de la rédaction de Front Rouge,

Nous vous informons que le bureau de notre section syndicale a décidé de refuser toute forme de soutien à la candidature de Mitterrand. Nous n'admettons pas la position de notre confédération et nous n'appelons pas à voter Mitterrand, ni au 1er, ni au 2ème tour.

Nous refusons de soutenir Mitterrand parce que son passé est un passé au service de la bourgeoisie. Dans notre ville, les mineurs ont pu constater dans les années 47-48 ce que valent les paroles des socialistes Jules Moch, Lacoste, Mitterrand et Cie qui n'ont pas hésité à faire réprimer les grandes grèves des mineurs, et à faire emprisonner des militants.

Nous refusons de faire voter pour un candidat qui prétend nous représenter, alors qu'il ne vise qu'à étouffer les luttes ouvrières par des promesses, par quelques mesures qui seront récupérées sur notre dos, d'un autre côté, et en affichant le nom de socialiste qu'il se donne pour mieux tromper les travailleurs.

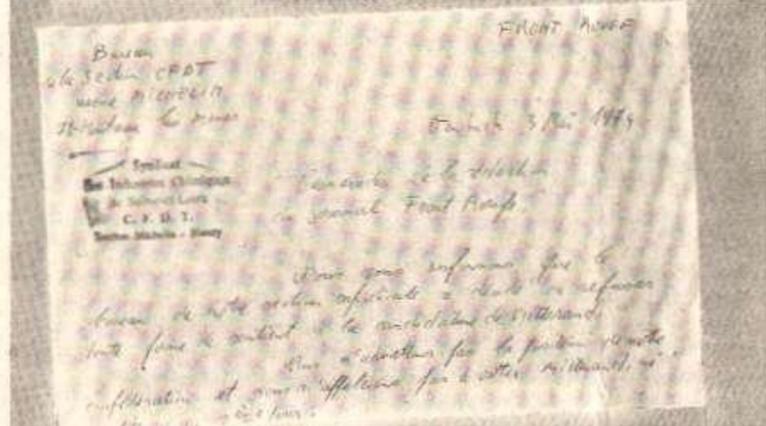
Nous savons bien ce qui va se passer au cas où Mitterrand est élu. Les dirigeants de la CFDT qui sont liés au parti de Mitterrand vont nous demander de ne rien faire qui puisse gêner le gouvernement. La CFDT revendiquait le SMIC à 1500 F, Mitterrand promet 1200 F pour dans 6 mois ; que faudra-t-il faire ? retourner nos manches et attendre que les promesses déjà bien maigres soient tenues ?

Un gouvernement Mitterrand, pas plus

le soutien de maire à mitterrand contesté dans la cfdt

Au niveau du Conseil de l'Union Départementale du Rhône, 2/3 des conseillers ont voté un texte interne émettant des réserves sur le fait que la CFDT se soit engagée sur la candidature Mitterrand. Les critiques visent notamment le fait que la Confédération ne tient pas compte des positions contraires à Mitterrand d'une partie des militants.

correspondant Lyon



qu'un gouvernement Giscard ou Chaban, n'arrêtera la hausse du coût de la vie et le chômage qui menace de plus en plus, car il ne remet pas en cause l'existence du capitalisme, il ne pourra donc en faire disparaître les effets.

Les travailleurs de l'usine ne manifestent pas un grand enthousiasme pour Mitterrand mais nombre d'entre eux voteront pour lui en disant que de toute façon, ça ne

sera pas pire. Les illusions sont encore grandes.

Notre section refuse de porter des responsabilités devant les travailleurs quand ils s'apercevront qu'ils ont été trompés, une fois de plus, par les promesses électorales.

Recevez, chers camarades, nos chaleureuses salutations de syndicalistes au seul service des travailleurs.

Le bureau de la section Michelin.

les résultats du 5 mai : mitterrand gagne des voix de «droite» ... mais en perd à «gauche»

De l'analyse du scrutin du 5 Mai, s'imposent à l'évidence deux faits marquants : la redistribution de la droite et la stagnation de la «gauche».

* A droite, le fait marquant, c'est la débâcle de l'UDR et de son candidat Chaban-Delmas. C'est la dernière étape, en date, des manœuvres de Giscard pour liquider le gaullisme et ses choix politiques périmés pour la bourgeoisie. C'est Giscard qui a précipité la défaite du gaullisme en appelant à voter NON au référendum pour la régionalisation, en révélant par l'intermédiaire de ses services, divers scandales (Garantie Foncière, feuille d'impôt de Chaban, etc...) dans lesquels l'UDR était impliquée. Il a réussi dans son entreprise à rallier la majeure partie des électeurs UDR, réformateurs, centristes tout en s'assurant les services et les voix de l'extrême-droite, vichystes et OAS ; Le fasciste Le Pen n'a recueilli que 0,75%. Avec 32,6% des voix, Giscard apparaît comme le nouveau chef de file de la «droite» pour une politique plus atlantiste. Les gaullistes «historiques», Debré, Fouchet, qui ont soutenu Chaban en invoquant «l'indépendance nationale» et la «grande» devront se reclasser ; avec 14,7% des voix, ils ont connu une véritable déroute. Les résultats du Haut-Rhin, «bastion», du gaullisme sont à cet égard significatifs : Giscard y obtient 40,3% des voix alors que Chaban plafonne à 16,4%.

* Pour la «gauche», ce premier tour, même s'il place Mitterrand largement en tête, ne constitue pas un triomphe. Par rapport aux législatives de 1973, la «gauche» stagne : si elle gagne des voix dans les régions où le PS était faiblement implanté, elle en perd là où elle obtenait ses meilleurs résultats. Ses pertes, elle les enregistre dans les bastions «socialistes» du Nord (-7,64%) et des Bouches-du-Rhône (-5,45%). A Arras, dont le maire est Guy Mollet, la «gauche» perd 13 points ; à Liévin 16 points et à Lens 21 points. Dans ces régions où l'antagonisme entre le P.C.F et la vieille «SFIO» est particulièrement aigu, les électeurs du P.C.F ont refusé de porter leurs voix, dès le premier tour, sur un politicien du P.S., et une partie également des électeurs traditionnels «socialistes» s'est détournée de Mitterrand candidat commun PS - P.C.F.

Dans la banlieue parisienne, Mitterrand ne fait pas non plus le plein des voix qui s'étaient portées sur les candidats de la «gauche» lors des législatives de

73. En particulier dans le fief révisionniste de la Seine St-Denis (-5,50%), à Drancy, où le maire est révisionniste (-10%). Dans la banlieue parisienne, nul doute que de nombreux ouvriers qui votaient «communistes» ont exprimé leur défiance vis à vis du politicien bourgeois anti-communiste Mitterrand. Les gains de Mitterrand sur les législatives viennent des régions à fort électoral centriste : Basse Normandie (+3,7%), Alsace (+8,7%), Lorraine (+5,9%). Une partie de l'électorat centriste s'est donc portée sur Mitterrand plutôt que sur Giscard. En résumé, le «candidat commun» a réussi à gagner des voix de droite tandis qu'il ne ralliait pas l'ensemble des électeurs de «gauche».

* La candidature Royer destinée, à l'origine, à mordre sur l'électorat de Giscard a avorté. Son déclin a été parallèle à celui de Chaban tandis que montait l'étoile de Giscard. Le cœur qu'il voulait donner à la France a subi un phénomène de rejet.

L'analyse des résultats de mademoiselle Laguiller montre qu'ils ne dépendent pas de la composition sociale et politique de l'électorat. Ses meilleurs résultats elle les obtient dans les villages de campagne plutôt que dans les grosses concentrations ouvrières. D'une ville bourgeoise à une ville ouvrière son score ne varie guère : 1,6% à Ivry comme à Versailles. Elle mord autant sur l'électorat de droite que de gauche, et bien qu'elle ait vivement protesté contre un sondage de la SOFRES indiquant que 42% de son électorat se reporterait sur Giscard au second tour, l'étude de la répartition de ses suffrages montre bien qu'une partie importante de son électorat ne suivra pas les consignes de voter Mitterrand au second tour. C'est la conséquence logique du type de campagne qu'elle a menée : votez pour une femme, une travailleuse, votez utile, donnez un avertissement au futur président. Les 2,33% qu'elle a obtenu sur ces thèmes électoralistes et apolitiques, ne constituent pas un courant politique. Se gardant bien de se présenter comme trotskiste, elle a laissé ce rôle à son compère Krivine qui n'a recueilli que 0,36%.

La forte participation électorale montre le poids des illusions électoralistes dans la classe ouvrière et confirme l'analyse du P.C.R. (ml) sur

abstention massive dans les "dom-tom"

A l'appel des organisations anti-impérialistes et patriotiques les peuples des prétendus D.O.M. de la Martinique, de Guadeloupe, de Guyane se sont massivement abstenus. La bourgeoisie s'est beaucoup étendue sur la «correction» du scrutin dans ces colonies, mais a fait silence sur le taux d'abstention : 65% en Guadeloupe, 52% en Guyane, 46% à la Martinique. Les peuples de ces pays ont ainsi montré leur refus des solutions proposées par les colonialistes français, qu'ils soient de droite ou de gauche, et leur volonté d'indépendance nationale.

la nécessité de lutter contre ces illusions, notamment en présentant un candidat communiste. Une analyse détaillée des abstentions montre qu'elles sont sensiblement plus élevées dans certaines villes à forte concentration ouvrière et dans des villes où se déroulent des luttes ouvrières : 21,7% à Romans où les ouvriers de Salamander occupent leur usine ; 19,1% à Besançon la ville des LIP ; 23% à Marseille ; 22% à Sochaux ; 20% à Dunkerque ; 26% à Mourenx et 30% Bischwiller, fortes concentrations ouvrières. Sans les moyens que la bourgeoisie accorde aux candidats officiels, le PCR (ml) a mené une campagne active pour le candidat communiste André Roustan. Sans télé, sans panneaux d'affichage, malgré le silence de toute la presse. A Thionville où nos camarades ont pu décompter les bulletins dans deux bureaux de vote, A. Roustan recueille 1% des suffrages. Ceci donne une indication de l'écho qu'aurait pu avoir une campagne communiste officielle, et de l'impact des idées développées lors de cette campagne contre l'électoralisme et pour la révolution prolétarienne. Ceci explique aussi les véritables raisons du refus par la bourgeoisie de la candidature de notre camarade André Roustan.

Serge LIVET.

giscard-mitterrand bataille de chiens à la télé

Lors du face à face télévisé du 10 Mai, Mitterrand a eu beau jeu de dénoncer la politique du ministre des finances. Prenant souvent comme référence l'exemple d'une famille ouvrière, il a parlé des difficultés qu'elle doit affronter, en particulier la hausse des prix : loyers, alimentation... ; il a rappelé que le salaire minimum augmentait moins vite que les salaires moyens, il a rappelé que 800.000 exploitations agricoles avaient disparues au cours de ces dernières années. Et Giscard, qui ne pouvait nier, a été réduit à de misérables expédients : «le SMIG ce n'est pas le SMIC», «l'huile vient du Sénégal, nous ne sommes pas responsables de sa hausse». Son seul argument fut de dire que tout ça, c'était le passé et que pour l'avenir, s'il était élu, il pratiquerait «l'ouverture sociale». Mais qui le croira alors qu'il a été l'un des principaux responsables de la politique menée depuis 16 ans, et qu'on a vu le nombre de chômeurs doubler, les prix monter à vive allure (15% en 1973)... Appartenant à la caste de la haute finance, Giscard, malgré ses efforts de démagogie ne peut se départir de cet air de mépris doctoral pour tout ce qui touche les conditions de vie des masses. Ce qui le préoccupe en dehors des profits capitalistes : les cadres mais il ne consentira pas de descendre plus bas dans l'échelle sociale.

Mais Mitterrand, s'il a pu apparaître à son avantage au cours du débat, comme le procureur de la réaction, comme l'avocat de la classe ouvrière, n'a pas proposé de changements fondamentaux. Ses principales préoccupations en fait, ce fut tout en améliorant son image de marque de candidat «social», de pêcher le maximum de voix gaullistes. C'est ce qui explique ses références à de Gaulle, Chaban Delmas et même Debré, et à la constitution de 58, également ce «trait» qu'il décocha à Giscard à propos de sa «171ème entrevue avec de Gaulle» quand il appela à voter «non».

Attaqué sur la question des nationalisations, Mitterrand invoque de Gaulle et le préambule de la constitution de 58 - on a les guides qu'on peut ! - pour justifier que c'est une mesure excellente pour l'économie, favorable aux P.M.E. et à la concurrence que les monopoles interdisent. A cette occasion, il sort l'exemple classique de Renault, grand exportateur mais aussi, oublie-t-il de dire, grand exploitateur, pionnier dans

l'art d'extorquer le maximum de plus value aux ouvriers.

De plus les capitalistes expropriés seront indemnisés alors que ce sont les ouvriers les véritables propriétaires des usines, ce sont eux qui par leur travail les ont édifiées. Il en coûtera 2 milliards par an à l'Etat, c'est-à-dire aux travailleurs : «cela a été appliqué au cours des nationalisations de 1945... les porteurs s'en sont trouvés fort bien», si bien, qu'ils ont pu réinvestir dans d'autres secteurs.

Autre proposition du candidat de «gauche» pour que ça change : le blocage des prix et la réduction de la TVA pour 6 mois. Blocage des prix, certes, mais pas des prix des produits alimentaires, qui représentent le poste principal dans les dépenses des ouvriers. Mitterrand, pour montrer son sérieux tout en flattant les gaullistes fait référence à Debré et à sa politique des prix de 66 à 68, lorsqu'il a remplacé Giscard aux finances. Ce que veut Mitterrand, c'est faire aussi bien que Debré à cette époque caractérisée par l'extension de la TVA au commerce de détail, les travailleurs apprécieront !

En fin de compte, les «changements» annoncés par Mitterrand ne changeront pas grand chose pour les travailleurs. Mitterrand et Giscard s'accordent pour s'attribuer des certificats de sincérité et d'honorabilité. Dans l'ambiance feutrée du théâtre 101, loin des échos de la lutte des classes et des dures réalités de la crise économique, ils ont passé sous silence l'exploitation capitaliste qu'ils entendent bien perpétuer. A les entendre, il n'y aurait pas de crise : il y aurait plein emploi et croissance économique ce qui autoriserait les plus belles promesses. Mais ce qu'ils préparent en fait, c'est un gouvernement de guerre économique : de surexploitation et de chômage.

Au cours de leur débat, ils ont passé sous silence les luttes des travailleurs, celle des ouvriers de LIP, de SAVIEM, de Salamander, des paysans pauvres, des employés contre l'exploitation capitaliste. Rien d'étonnant à cela pour des politiciens qui prétendent que «ça va changer» grâce à eux, par le canal des élections.

Les travailleurs refuseront leurs voix à la réaction ainsi qu'à la «gauche» qui «veut dépasser les vieilles querelles» selon le mot de Laurent Salini. Ils poursuivront leurs luttes et rejeteront la voie électorale.

souscription

| | | | |
|--------------------------------|--------|--------------------------------------|------------|
| MASSY | 120,00 | MLAC St-DENIS | 100,00 |
| AURILLAC | 90,00 | M.M. QUINTIN | 200,00 |
| M.B. CLAMART | 100,00 | TOULOUSE : | |
| MONTCEAU : | | - un travailleur Espagnol | 50,00 |
| - un retraité | 3,00 | - un travailleur Italien | 50,00 |
| - un M.L. au service militaire | 31,50 | AMIENS | 50,00 |
| - une employée de bureau | 20,00 | Un travailleur de HEM | 20,00 |
| - une employée de bureau | 20,00 | Un travailleur de HEM | 20,00 |
| ROUBAIX | 108,50 | Un travailleur | 10,00 |
| AMIENS | 25,00 | LYON | 765,00 |
| PARIS fac | 110,00 | EPERNAY : | |
| PARIS 18ème | 40,00 | - deux lycéens | 13,00 |
| CAEN | 60,00 | G.T. CALAIS | 300,00 |
| OYONNAX | 100,00 | SOCHAUX | 100,00 |
| OYONNAX | 60,00 | AMIENS | 25,00 |
| S.G. LE BOURGET | 50,00 | MASSY | 216,00 |
| AIX | 5,00 | PARIS 14ème | 130,00 |
| MACON | 102,00 | AUBAS | 50,00 |
| ORLEANS | 40,00 | DUNKERQUE : | |
| LYON | 929,50 | soutien à la candidature d'A. | |
| BESANCON | 110,00 | ROUSTAN | |
| GRENOBLE | 600,00 | - un prof. | 50,00 |
| AUXERRE | 150,00 | - un employé | 50,00 |
| MONTCEAU | 107,00 | - un prof. | 50,00 |
| CAEN | 30,00 | PARIS : | |
| C.M. BEZONS | 40,00 | soutien à la candidature d'A. | |
| PARIS fac | 20,00 | ROUSTAN : | |
| PARIS 18ème : | | - une enseignante à la manifestation | |
| - une lycéenne | 20,00 | du 1er Mai | 50,00 |
| - une employée | 40,00 | Total | 5.430,50 F |

LES COUPS DE POINGS AMERICAINS DE GISCARD.

En ralliant Giscard, Le Pen a rejoint le gros des troupes fascistes qui était déjà passé dans le camp de Giscard avant le premier tour. La vermine fasciste qui assure le service d'ordre de Giscard ne manque pas une occasion pour cogner tous ceux qui manifestent un tant soit peu leur désaccord avec le ministre des finances. Le dernier haut fait de ces brutes nazies date du 12 Mai à Montceau-les-Mines. Quelques jeunes ayant crié : « Vive Mitterrand » lors d'un meeting de Giscard, ont été sauvagement frappés, et précipités le visage en sang par dessus des balustrades. Un journaliste ayant photographié la scène, ils l'ont violemment tabassé ; souffrant de nombreuses contusions il a dû se faire examiner à l'hôpital. Pour tenter de se justifier ils ont ensuite prétendu qu'ils n'avaient frappés qu'avec leurs poings... des poings américains sans doute !

A LA PECHE AUX GAULLISTES

Afin de rallier le maximum d'électeurs de Chaban, condition nécessaire au succès de Mitterrand, la « gauche » tente de séduire les gaullistes en apparaissant plus gaulliste que Giscard qui a « poignardé de Gaulle » comme Mitterrand le rappelait au cours du face à face télévisé.

Chaque jour l'Humanité consacre plusieurs colonnes au ralliement des gaullistes : Debu-Bridel, Jeanneney, Romain Gary, etc... et va même jusqu'à reproduire un tract de l'UDR attaquant Giscard. L'UJP a droit à toute sa sollicitude, quand Sanguinetti tente d'ajourner son congrès qui doit décider d'appeler à voter blanc.

Après les avances de Marchais à Sanguinetti au soir du premier tour Séguéy prend le relais : « J'ai conservé parmi les militants gaullistes de nombreux amis... nous sommes restés d'accord dans bien des domaines. C'est le cas en ce qui concerne nombre de questions économiques, sociales, la démocratie, l'indépendance nationale et le patriotisme... »

Enfin, Georges Gosnat ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Armement (sic), membre du comité central du parti révisionniste se vante d'avoir été avec les autres ministres révisionnistes les « initiateurs de la participation » : « Dans les entreprises nationalisées, je peux témoigner que cette concertation (entre les syndicats et le patronat) avait atteint le niveau supérieur de la coopération continue », autrement dit la collaboration de classe ! Voilà qui est clair, gaullistes, révisionnistes et « socialistes » sont prêts à coopérer comme en 1944 pour sauvegarder le système capitaliste.

DES PATRONS DE GAUCHE

Le secrétariat de Mitterrand vient triomphalement d'annoncer que des patrons appellent à voter à gauche. Parmi les plus en vue on trouve Jérôme Seydoux, PDG de la Compagnie des Compteurs, Trigano, PDG du « club Méditerranée », et Henri Muslant, PDG de Manubat.

Mais Trigano, ce n'est pas seulement le « Club Méditerranée », c'est aussi l'actionnaire important de la SEMM Caravelair, qui prévoyait de licencier 640 ouvriers de cette entreprise... Et les travailleurs ne l'ont fait céder qu'après plusieurs mois de lutte !

Et qui est donc Muslant sinon l'organisateur surnois des départs volontaires et de la politique des bas salaires à Manubat ?

Nos lecteurs connaissent bien ces personnages (voir FR Nos 108 et 111). Que de tels gens appellent à voter Mitterrand, cela ne nous surprend pas... Ils pensent comme Seydoux : « qu'il peut exister dans notre pays un gouvernement de gauche capable de gérer le pays sur le plan économique... c'est-à-dire pour le mieux de leurs intérêts !

Voilà qui montre s'il en était encore besoin, le vrai visage du programme Mitterrand, un programme entièrement au service de la bourgeoisie. Les travailleurs ne se laisseront pas tromper.

ALLEMAGNE : LA DEMISSION DE BRANDT

l'affaire Guillaume et les rapports entre les deux Allemagne

Le 24 avril dernier, en R.F.A. (République Fédérale d'Allemagne), Günter Guillaume, proche collaborateur de Willy Brandt, était arrêté, accusé d'espionnage au profit de la R.D.A. (République Démocratique Allemande). Le 5 mai suivant, Brandt démissionnait de son poste de chancelier. Que la bourgeoisie allemande se soit servie de l'affaire Guillaume pour faire partir Brandt, après les échecs politiques qu'il a essuyés sur bien des points, cela ne fait aucun doute. Mais l'affaire Guillaume soulève également le problème des rapports entre la R.F.A. et la R.D.A., le problème de savoir pourquoi la R.D.A. infiltre des agents à des postes si élevés dans l'appareil d'Etat de la R.F.A. ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de faire un retour en arrière.

APRES LA GUERRE

A la défaite de l'Allemagne nazie, les troupes alliées d'une part et l'Armée Rouge d'autre part, occupent l'Allemagne. Le pays est divisé en zones d'occupation. Les puissances impérialistes avec, à leur tête, les USA vont profiter de cette situation pour reconstituer dans la partie de l'Allemagne qu'elles occupent un soi-disant Etat allemand qui prétend représenter l'Allemagne toute entière : la R.F.A.. Ils entendaient ainsi construire une base d'agression contre le camp socialiste. Dans toute la R.F.A. se développa une violente campagne anti-communiste reprenant toutes les thèses chères au nazis... Berlin, capitale de l'Allemagne, au cœur de la zone soviétique était occupée par les quatre vainqueurs, les impérialistes transformèrent leurs secteurs d'occupation en de véritables nids d'espions pour tenter de s'infiltrer dans le camp socialiste.

Le général nazi Gehlen mit à leur disposition son réseau d'agents hitlériens, noyau fondateur de l'actuel service de renseignement de l'Allemagne fédérale.

Pour faire face à ces menées agressives, les démocrates allemands, vivant en zone occupée par l'URSS socialiste, durent, à leur tour, constituer un Etat, la République Démocratique Allemande, qui exigea justement qu'un traité de paix la reconnaisse sur le même pied que la R.F.A., et faire de Berlin une ville libre et démilitarisée.

CHANGEMENT DE NATURE DE L'URSS.

Après la mort de Staline et l'usurpation du pouvoir par les révisionnistes, l'URSS s'engagea dans la restauration du capitalisme, elle devint social-impérialiste.

Pour elle, il devenait nécessaire de tisser des liens avec les pays européens capitalistes. Tout d'abord parce que son économie était malade. La R.F.A. redressée économiquement par les dollars américains, ayant des réserves, les nouveaux tsars de Moscou pensèrent guérir leur économie en faisant appel aux capitaux et moyens technologiques allemands. Evidemment, les trusts ouest-allemands ne demandaient pas mieux : ainsi, de 63 à 72, l'exportation de la R.F.A. en direction de l'URSS a augmenté de 160% et la R.F.A. est devenue le principal partenaire occidental de l'URSS.

Un début de règlement de son contentieux avec l'Allemagne de l'Ouest était aussi nécessaire à Moscou pour pouvoir ouvrir la « Conférence sur la Sécurité », instrument de ses menées en Europe.

Ainsi s'opère entre Bonn et Moscou un marchandage de plus en plus ouvert, ratifié sur le plan politique par le traité du 12 août 1970. Mais dans ces marchandages, que devient la R.D.A. ?

Les traités URSS-R.F.A. d'août 70 et R.D.A.-R.F.A. (signé sous la pression de Moscou) de Novembre 72 sacrifient délibérément les revendications de la R.D.A. au droit à l'existence et à la souveraineté. Abandonnant toute revendication d'un traité de paix permettant de régler la situation d'après-guerre, les sociaux-impérialistes ont accepté que la R.F.A. réaffirme ses visées annexionnistes dans une lettre officielle jointe au traité R.F.A.-R.D.A. ; ils ont donné Berlin-Ouest à la R.F.A. ; ils ont obligé la R.D.A. à entretenir des relations diplomatiques « particulières » qui portent atteinte à sa souveraineté, avec le gouvernement de Bonn. Ils se sont servis de la R.D.A. comme monnaie d'échange dans une tractation avec les impérialistes ouest-allemands.

CONTROLE DE LA R.D.A. SUR L'OSTPOLITIK ?

Cette situation ne fait évidemment pas l'affaire de la R.D.A. Les révisionnistes du S.E.D. (Parti Socialiste Unifié au pouvoir en R.D.A.) craignent de voir l'URSS conclure avec Bonn des accords par-dessus leur tête. Alliés de Moscou, ils doivent cependant soutenir le gouvernement ouest-allemand et sa « politique d'ouverture à l'Est », mais ils savent que les artisans de « l'Ostpolitik » n'ont pas abandonné leurs plans de réannexion de la R.D.A. De plus la classe ouvrière est-allemande, désarmée idéologiquement par les révisionnistes, exploitée par la nouvelle bourgeoisie, voit en Brandt une sorte de « troisième voie ». Pour la stabilité du régime de la R.D.A., la R.F.A. représente un danger mortel. C'est pourquoi la R.D.A. tient tant à l'« Abgrenzung » (séparation radicale des frontières).

Pour toutes ces raisons, il est vital pour les révisionnistes de R.D.A., de pouvoir exercer leur contrôle, sur la politique de la R.F.A. Le parti révisionniste Ouest-Allemand (D.K.P.) ne pouvant en rien changer la politique de Bonn (il n'a aucune influence dans les masses), il faut à la R.D.A. compter sur des espions placés à des rangs élevés dans l'appareil d'Etat pour parvenir à ses fins, Guillaume était de ceux-là.

Aibert CHATILLON

Brandt et Schmidt: un politicien bourgeois chasse l'autre.



LE CAPITAL CHOISIT

« L'HOMME FORT » SCHMIDT

(EXTRAIT DE L'EDITORIAL DE ROTE FAHNE, ORGANE CENTRAL DU KPD DU 8-5-74)

« Le chancelier Brandt assume les conséquences de ses responsabilités dans l'affaire d'espionnage : voilà ce que la coalition sociaux-démocrates-libéraux voudrait bien nous faire croire. On nous invite à pleurer sur la tragédie d'un homme d'Etat, contraint au départ alors qu'il n'est en rien coupable. Un tableau touchant, mais un peu retouché ! Brandt devait partir, parce qu'il ne faisait plus l'affaire, parce qu'il ne pouvait plus faire avaler aux masses travailleuses la politique de salaires de misère, de hausse des prix et de sécurité pour les profits monopolistes. Cet échec était devenu flagrant avec le naufrage de la proposition Brandt de limitation des augmentations de salaire à 8,5% lors de la grève des services publics. Pour la bourgeoisie monopoliste, c'était le signe que Brandt n'était plus capable de maintenir la paix sociale. A l'intérieur comme à l'extérieur du S.P.D. (parti social-démocrate) elle organisa la campagne pour son éviction. A Hambourg, le 1er Mai, les masses avaient prononcé leur verdict sur quatre années de soi-disant « réforme intérieure », en désignant par milliers Brandt lui-même comme « le chancelier des salaires de misère ».

Il est parti. Serait-il resté, qu'un an plus tard il n'aurait pas été sifflé par des milliers, mais par des millions d'ouvriers et d'autres travailleurs. Pour le remplacer, on fait venir les « hommes forts » qui parlent haut, ceux qui n'emploient pas les phrases enveloppantes, mais les solutions de force au service des monopoles. Le candidat chancelier Schmidt est libre de toute espèce de lien avec le mouvement ouvrier. C'est un représentant direct de la bourgeoisie monopoliste dans le S.P.D. ; sa carrière ne doit rien aux acrobaties des aristocrates ouvriers. Comme ministre de la police de Hambourg, comme expert de l'état d'urgence et comme ministre de la « défense », il a déjà fait savoir que, contre la classe ouvrière en lutte, il était prêt à recourir à tous les instruments d'oppression nécessaires. Ses premières déclarations de candidat-chancelier sur l'économie et la politique financière montrent déjà que la classe ouvrière devra lutter encore plus qu'avant pour le maintien de son pouvoir d'achat (« Nous allons tous être obligés de consentir un effort, afin que la réforme des impôts soit un succès en 1975 »). (...)

matières premières

LE PILLAGE SOVIETIQUE

(2) les pays du tiers-monde

Voilà de longues années que l'Europe de l'Est est soumise au pillage impérialiste de l'URSS. Mais l'appétit vient en mangeant: non contente d'exploiter les pays du COMECON, l'Union Soviétique en est venue, ces dernières années, à étendre cette exploitation aux pays du tiers-monde. Suivant l'exemple des autres impérialistes, elle pille les matières, là où elles sont les moins chères. Ces importations ne cessent d'augmenter: elles ont multiplié par sept en l'espace de quinze ans, et par plus de dix en l'espace de douze ans pour les métaux non ferreux.

Pour accentuer ce pillage et cette dépendance, l'Union Soviétique a envoyé dans plus de vingt pays du tiers monde des géologues qui recherchent pour elle des matières premières à bon marché. Ce trafic présente tous les caractères du pillage impérialiste; c'est ce que montre avec éloquence l'exemple du pétrole du Moyen-Orient.

LE PETROLE DU MOYEN-ORIENT

- principe du moindre coût: l'URSS est depuis longtemps exportatrice de pétrole, qui lui sert notamment à maintenir les pays d'Europe de l'est sous sa dépendance.

Mais une tonne de pétrole moyen-oriental revient à vingt dollars de moins que celle des régions soviétiques reculées. Et, de ce fait, on a vu en cinq ans les importations soviétiques de pétrole moyen-oriental multiplier par cent vingt ou cent cinquante fois, les prévisions étant de cinquante à cent millions de tonnes pour 1980.

- exportation de capitaux: dans un pays du Golfe arabo-persique, les sociaux-impérialistes ont investi trois cent millions de dollars dans une vaste concession pétrolière, s'accaparant des dossiers économiques importants et exigeant le remboursement en pétrole et gaz à bon marché. Ils ont construit en Iran un gazoduc en direction de l'URSS, afin de pouvoir piller le gaz naturel de ce pays.

- commerce inégal: l'URSS contraint certains pays, pour lui rembourser leurs dettes, à signer des accords de fourniture de pétrole à un prix inférieur de 20% à celui du marché mondial. Elle revend quatre fois plus cher aux pays européens le gaz naturel acheté en très grandes quantités à l'Iran (à l'heure actuelle, ce commerce porte sur huit milliards de mètres

cubes par an). Dans le même temps, l'URSS vend très cher ses produits finis aux pays du Moyen-Orient: l'Egypte doit payer 13% (et parfois même jusqu'à la moitié) plus cher les mêmes produits que ceux que l'Allemagne de l'ouest achète en URSS. Dans une autre région, en Afrique, le prix d'un camion soviétique calculé en tonnes de cacao, exportées en URSS, a triplé en deux ans.

RENDRE LES PAYS DEPENDANTS

Dans leur politique impérialiste de pillage du tiers monde, les nouveaux bourgeois de Moscou ont, à l'origine, utilisé les formes de l'aide socialiste, mais en les transformant et en changeant leur contenu en son contraire. Sous prétexte «d'aider» certains pays à réaliser des projets de développement, ils leur ont consenti des prêts, qu'ils ont assortis de conditions commerciales: livraison massive de matières premières à bas prix et achat de matériel soviétique démodé. Comme l'écrivait «La Pravda»: «c'est une erreur de considérer l'aide à l'étranger comme une sorte d'aumône et une perte d'argent... une telle aide n'est pas gratuite comme certains camarades le pensent». De cette façon, le social-impérialisme met littéralement la main sur l'économie de certains pays. L'Inde doit en même temps importer les produits soviétiques à des prix de 20 à 30% supérieurs à ceux du marché mondial et exporter ses matières premières à des prix inférieurs dans les mêmes proportions. Plus de la moitié de son industrie pétrolière et d'équipements électriques, la quasi-totalité de ses machines lourdes, le tiers de son acier sont sous contrôle soviétique, la production étant soumise aux standards, à la variété et aux quantités décidés en URSS, et les prix des produits étant fixés par ce pays. De surcroît, ces industries sont un débouché obligatoire pour les produits soviétiques; comme le complexe mécanique d'Hardvar, qui doit utiliser les pièces et ensembles fournis par l'URSS.

Mais, encore insatisfaite de ce système et craignant qu'il ne prenne fin avec le remboursement des dettes contractées auprès d'eux, les sociaux-impérialistes en viennent aujourd'hui ouvertement aux vieilles solutions capitalistes,

jusque dans la forme: leurs économistes ne tarissent pas d'éloges pour le système de l'installation dans les pays du tiers-monde de sociétés par actions soviétiques.

UN FAUX AMI DES PEUPLES

L'Union Soviétique, qui se présente comme un ami des pays du tiers-monde, met en fait à profit toutes les occasions pour se livrer à leurs dépens à de honteux trafics; c'est ainsi que, pendant la guerre d'octobre, elle a doublé le prix des armes qu'elle vendait à l'Irak l'obligeant à payer en pétrole qu'elle a revendu trois fois plus cher à l'Allemagne de l'ouest. Tout en soutenant en paroles l'embargo sur le pétrole à destination des Etats-Unis décidé par les pays arabes, elle a exporté aux USA quinze millions de gallons de pétrole, en trois mois, pendant cette période.

Les sociaux-impérialistes n'ont aucun titre à se présenter comme des défenseurs des pays en voie de développement. N'ont-ils pas déclaré d'ailleurs, en totale contradiction avec toute leur démagogie: «Bien que le pétrole arabe soit, formellement, propriété arabe, il est en réalité propriété internationale. Il est un produit dont dépendent la vie du monde moderne et ses industries.» A la session spéciale de l'ONU sur les matières premières, ils se sont opposés violemment à ce que la déclaration finale, préparée par les pays du tiers monde parle d'un «nouvel» ordre économique international, montrant leur attachement à l'ancien ordre de pillage et d'oppression. Ils ont prétendu que la déclaration devait être conforme aux intérêts de tous les «groupes de pays», c'est-à-dire, à ceux des impérialistes comme à ceux des pays qu'ils oppriment, et donc en fin de compte à ceux des impérialistes. Ils ont rejeté l'idée que le mouvement de décolonisation était «le plus important succès» des trente dernières années.

L'opposition ferme et unanime que ces manœuvres ont rencontré de la part des pays du tiers-monde, montre bien que, malgré sa démagogie, le régime soviétique est de plus en plus démasqué pour ce qu'il est: non plus un pays socialiste fraternel aux peuples en lutte, mais un nouvel impérialisme, un des deux plus grands pillards de notre époque, qui se dispute avec l'autre pour le partage du monde.

Jean LERMET.

LES PEUPLES DU MONDE CONTRE L'IMPERIALISME ET LE SOCIAL-IMPERIALISME

inde



Les 1.500.000 cheminots ont déclenché une grève nationale illimitée pour obtenir une hausse des salaires, après que le gouvernement ait suspendu les négociations et fait arrêter 700 cadres syndicalistes. Dès le déclenchement de la grève, 6000 cheminots ont été arrêtés et jetés en prison, en vertu de la loi de défense de l'Inde qui interdit les grèves dans les chemins de fer. Elle permet en outre de maintenir en prison des syndicalistes et des militants révolutionnaires sans les faire passer en jugement.

Indira Gandhi a mobilisé la troupe pour conduire les trains. Une intense campagne de calomnies a été déclenchée, accusant les grévistes de plonger les masses dans la misère en paralysant l'économie.

L'ensemble des syndicats ouvriers ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 15 mai. En effet, le gouvernement d'Indira Gandhi est, pour tous les travailleurs victimes de la hausse des prix et de la disette, le seul responsable.

Au mois de mars des émeutes contre la disette ont eu lieu dans les Etats de Goudjerat et de Bihar; les ouvriers, étudiants et paysans avaient été violemment réprimés par l'armée, plus de cent manifestants avaient été assassinés.

La politique sanguinaire et anti-ouvrière de Gandhi vient de sa volonté de maintenir de très gros profits aux capitalistes et aux impérialistes étrangers installés en Inde et aux gros propriétaires fonciers. Ces derniers ont complètement affamé les peuples de l'Inde en stockant les grains, afin d'échapper au contrôle d'Etat institué pour éviter les disettes et ralentir la hausse des prix.

La lutte des cheminots indiens est celle de tous les peuples de l'Inde contre la crise impérialiste et la politique ultra réactionnaire d'Indira Gandhi.

syrie

Le démarcheur attitré de l'impérialisme US, Kissinger, et son acolyte, Gromyko, se sont rencontrés à Chypre le 8 mai dernier. Cette rencontre a suivi une série de visites effectuées à Damas par Gromyko et à Tel Aviv et Damas par Kissinger. Cette tournée des capitales et la rencontre de Chypre sont le prolongement des complots des deux super-puissances pour obliger les peuples arabes à reconnaître l'Etat d'Israël. Leur but est de remettre en activité la conférence de Genève, mise au point par les deux super-puissances après la guerre d'Octobre pour imposer le cessez-le-feu et liquider la lutte du peuple palestinien.

Pour réaliser ce complot, ils tentent aujourd'hui de mettre fin à la guerre qui se poursuit sur le Golan et le Mont Hermon, où Israël poursuit sa politique d'annexions.

Des dizaines de milliers de paysans syriens du Golan ont été chassés de leurs terres en 67 puis en Octobre. 17 colonies sionistes ont été installées sur ces territoires depuis 1967. Le 2 mai 1974, lors de la fondation de la colonie de KFAR HAROU, à l'est du Golan, le ministre GALILI a déclaré aux colons: «Nous ne permettrons jamais le retour à la situation qui régnait avant juin 1967».

Aujourd'hui, les sionistes veulent tenir sous le feu continu de leurs canons les plaines syriennes et le Liban en s'emparant des hauteurs du Golan et du Mont Hermon.

Le peuple syrien est tout entier

mobilisé pour déloger les agresseurs sionistes et récupérer les territoires qui lui appartiennent. Il est passé à l'offensive sur le Mont Hermon et le Golan, faisant subir de lourdes pertes aux sionistes. En une seule journée le 29 avril, 5 avions israéliens ont été abattus.

Les annexions aux frontières s'accompagnent d'une agression encore aggravée à l'encontre du peuple palestinien dans les territoires occupés.

Ainsi, quatre écolières arabes de 13 et 14 ans ont été arrêtées à Jérusalem pour «activités hostiles à l'Etat». Deux prisonniers palestiniens ont été assassinés à la prison de Naplouse, portant à plus de 80 le nombre de prisonniers assassinés.

Si l'agression se renforce, c'est que la lutte armée dans les territoires occupés bénéficie d'un tel soutien de la part des masses que les sionistes vivent dans la peur. A Toubas, au Nord-Est de Naplouse, le 17 avril, ce sont même des enfants qui ont attaqué une patrouille sioniste.

Réaliser leur complot, c'est pour Kissinger et Gromyko imposer au peuple syrien un cessez-le-feu à l'avantage d'Israël liquider la résistance palestinienne et imposer durablement l'existence de l'Etat d'Israël.

La participation de plus en plus massive du peuple palestinien à la résistance contre l'occupant sioniste rend de plus en plus vains ces efforts des super-puissances.

Naples:
15 000
personnes
à l'appel
du F.A.R.P.
(front
antifasciste de
renaissance
populaire)



Malgré la pluie, parfois violente, qui tombait sur Naples ce matin du 25 avril près de 15000 personnes s'étaient rassemblées place Garibaldi pour manifester à l'appel du F.A.R.P. (Front Antifasciste de Renaissance Populaire) pour le 30ème anniversaire de la chute du gouvernement fasciste. Dans le cortège, très militant, qui défila pendant plusieurs heures dans les rues populaires de la ville, toutes les couches du peuple étaient représentées; on remarquait particulièrement les nombreuses délégations ouvrières, les conseils d'usine; la délégation des paysans était venue avec ses tracteurs. La matinée se termina place de la porte de Capoue par un grand meeting en plein air. L'après-midi, un spectacle populaire animé par le groupe Vento Rosso devait se dérouler sur une autre place de la ville. De manière vivante, par des mimes, des chants... les militants du FARP ont dénoncé la politique du gouvernement Rumor et manifesté les aspirations du peuple italien à une société nouvelle. Cette journée de lutte fut un grand succès pour le FARP dont elle a démontré l'ardeur révolutionnaire.

Dans les jours qui suivirent se tint une réunion nationale du FARP, préparatoire au congrès constitutif. Les délégués venus de toutes les régions d'Italie: des ouvriers du Nord, mais aussi de Sardaigne, de Sicile et du Sud, provenaient de toutes les grandes usines italiennes: Fiat, Pirelli, Filco, Appolo, etc...

Nombreux aussi étaient les paysans des comités paysans venus notamment de Sardaigne, de Sicile et du Sud de l'Italie. On remarquait aussi des délégués de divers comités locaux: comités de locataires, comités de crèche, etc... De nombreuses personnalités, des anciens capitaines des partisans ont aussi participé aux travaux. Enfin parmi les nombreux saluts adressés aux participants, nous retenons celui des ouvriers métallurgistes d'Italsider qui étaient venus spécialement de l'usine de Naples pour le porter.

Le sérieux, l'enthousiasme révolutionnaire qui régna pendant toute la durée des travaux ont fait, de cette réunion nationale, une étape décisive vers le premier Congrès.

CAMBODGE: lutte de tout un peuple!

«Phnom Penh, le dernier repaire des brigands, écrit le correspondant de l'agence du FUNK (Front Uni National du Kampuchéa), A.K.I., est devenue un enfer. Du matin au soir, on voit, errant dans les rues, des orphelins affamés, des veuves pleurant leurs enfants racolés et envoyés à la mort aux champs de bataille, les veuves des soldats accompagnées de leurs enfants, qui cherchent leurs maris... Les trottoirs regorgent d'enfants de moins de 12 ans, affamés, galeux, la peau collée aux os.

Les rues sont pleines de camions militaires bondés de soldats tués ou blessés, évacués des divers fronts. Des écoles sont transformées en postes militaires, où sont installés canons et mitrailleuses lourdes. D'autres sont fermées.

On ne voit plus, depuis longtemps déjà, de bonzes qui s'en vont, suivant la coutume, recevoir leur nourriture. Il est rigoureusement interdit de circuler en moto ou à bicyclette, par groupes de deux ou trois personnes, car les traîtres craignent que les habitants et les jeunes ne les attaquent. Les policiers militaires fouillent tous les passants. De nombreuses maisons appartenant aux travailleurs pauvres sont rasées par les bulldozers.

Les usines sont fermées, les quartiers sont presque déserts. On entend de temps à autre des coups de feu entre les policiers militaires et les soldats en déroute, et les cris des habitants qui attaquent les dépôts ou les camions de riz que les traîtres cachent pour leurs propres besoins... Dès la tombée de la nuit, les habitants ferment les portes, les fenêtres et se mettent au lit parce qu'ils n'ont rien pour s'éclairer.

Dans les villes, des manifestations contre le recrutement forcé éclatent très souvent. De nombreux fonctionnaires sont en grève, refusent de se faire racoler, de s'engager dans l'armée fantoche, ni même de prendre les armes pour défendre leur département. Les soldats de l'armée fantoche se soulèvent souvent contre leurs chefs qui

empochent leur solde ou les privent de nourriture. Plusieurs d'entre eux préfèrent se faire jeter en prison plutôt que d'aller mourir au front. Les jeunes, les ouvriers des manufactures, les cyclo-pousseurs, les dockers, les petits commerçants s'unissent étroitement et tracent des plans pour s'opposer au recrutement forcé, à la cherté du coût de la vie. Ce mouvement de lutte gagne en ampleur, surtout au moment où le «haut conseil politique» des félon élève le prix des marchandises, en particulier celui du riz, décrète le «service militaire obligatoire», décide de fermer les usines... Des mesures qui frappent toutes les couches sociales.

Ce récit, à lui seul, suffirait pour comprendre comment s'est forgée la grande unité de 99% de la population cambodgienne au sein du F.U.N.K. En réalité, les principaux artisans de cette unité, ce sont les impérialistes US et la clique fantoche qu'ils entretiennent à Phnom Penh, c'est leur politique antinationale qui frappe toutes les couches de la population.

Au Cambodge, comme dans tous les pays qui veulent se libérer du joug impérialiste, la construction d'un large front uni contre l'agresseur étranger est une question clé pour la victoire. Les premiers patriotes cambodgiens l'ont entrepris, bien avant le coup d'état de 1970. Les piliers de ce front, ce sont les ouvriers cambodgiens, par exemple ceux des plantations d'hévéas de la région de Kompong Cham, qui furent les premiers à se lever contre l'occupation française, puis qui reçurent les premiers coups de la clique fantoche en 1970 (c'est dans cette région, et ce n'est pas un hasard, que Lon Nol commit les premiers massacres massifs de population). Ce sont aussi les 60.000 ouvriers des usines de Phnom Penh qui ont fait plusieurs mois de grève, début 73, contre la clique fantoche. Nombre de cadres du F.U.N.K. sont issus de cette classe ouvrière. La grande masse des combattants et des cadres du Front vient cependant de la



manifestation contre Lon Nol en plein centre de la capitale

paysannerie, la classe la plus nombreuse: ce sont eux qui ont chassé les soldats fantoches de leurs villages et construit la vaste zone libérée, qui couvre aujourd'hui plus de 90% du territoire. En effet, pendant une première étape, l'objectif du Front a été la conquête des campagnes; c'est aujourd'hui chose faite: les rares villes cambodgiennes où se terrent la poignée de fantoches, sont aujourd'hui encerclées, les combats font rage aux portes-mêmes de Phnom Penh. La prise des villes est à l'ordre du jour.

La prise des villes, cela veut dire gagner au Front des couches de plus en plus larges de la population urbaine:

* Les intellectuels, comme celui-ci, qui déclare: «l'organisation du F.U.N.K. a relevé le bouddhisme, les traditions, la culture, l'art et la langue nationaux, ce qui augmente davantage ma confiance et ma fierté dans le F.U.N.K.». Il a participé, avec des milliers d'autres jeunes étudiants à l'immense mouvement qui a soulevé, au printemps 72, la jeunesse de Phnom Penh pendant près de 3 mois. Beaucoup d'entre eux avaient été, un temps, trompés par la démagogie de Lon Nol, la création d'une soi-disant «République khmère», ou encore la condamnation de la corruption par Lon Nol, un de ceux qui en avaient le plus profité! Pour

toute réponse aux revendications des étudiants, Lon Nol leur a envoyé la troupe: 30 morts parmi les manifestants, le 27 avril. Depuis, les mots d'ordre du mouvement et ceux du F.U.N.K. se confondent, et l'agitation, les grèves d'enseignants et d'étudiants n'ont pratiquement jamais cessé.

* Les moines bouddhistes, qui sont très nombreux au Cambodge, et bénéficient d'un grand respect de la part de toute la population: «A Phnom Penh, dit l'un d'eux, le bouddhisme périclète dans les ténèbres. La clique Lon Nol s'est emparée des pagodes pour les transformer toutes en camps. Elle y a introduit toutes sortes de scènes de débauche, de corruption, et la culture des impérialistes américains.» Ce moine s'est réfugié en zone libérée, car ses croyances y sont respectées. Toute autre politique de la part du F.U.N.K. l'aurait rejeté, malgré ses réticences, dans le camps des fantoches.

* Les membres de l'administration de l'armée fantoche, comme cet officier aviateur, Pich Lim Khuon, réfugié en zone libérée après avoir bombardé le Palais Présidentiel: «Les soldats sont tous frappés de défaitisme et n'osent pas aller se battre, dit-il, contre l'armée du Front. Les gros chefs ne pensent qu'à voler de l'argent et se livrent à la débauche. Lon Nol ne pense qu'aux filles et au vin et envoie

l'argent à l'étranger pour le déposer en banque. Les soldats n'ont pas de solde ni de riz pour subsister: Ce qui amène une véritable confusion dans l'armée toute entière. Personne n'écoute les ordres, chacun ne cherche que des moyens pour éviter d'aller se battre».

Aujourd'hui, tous ces gens des villes se tournent vers le F.U.N.K., car les victoires des combattants des F.A.P.L.N.K. (Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchéa) ont rendu les choses on ne peut plus claires. D'un côté le camps des américains, la misère, le chômage, le racolage pour l'armée, la prison, les tortures... De l'autre, celui des patriotes où chacun, qu'il soit ouvrier, paysan, étudiant ou moine, trouve la satisfaction de tout ce qui lui est cher, l'indépendance nationale, la liberté, du travail et du riz pour tous, et surtout le courage et la volonté de se battre pour obtenir tout cela: c'est le camp de la lutte.

Voilà pourquoi, dans les villes aujourd'hui, ce ne sont plus seulement quelques patriotes clandestins qui luttent contre le régime fantoche, mais la population toute entière. Voilà pourquoi, à coup sûr, la petite poignée de fantoches, de plus en plus réduite, rejetée par 99% de la population, sera chassée du Cambodge, avec ses maîtres américains.

Nicolas GUILLOT.

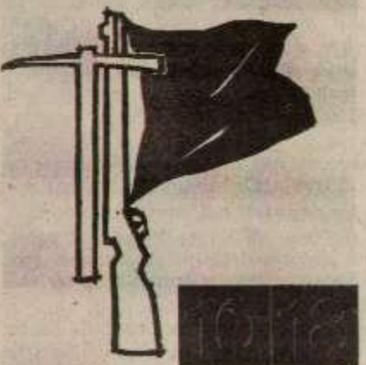
DEUX LIVRES A LIRE SUR LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISMES DANS LES PAYS SOCIALISTES

«LES COMMUNISTES ALBANAIS CONTRE LE REVISIONNISMES»

(textes et documents de 1942 à 1961, présentés par Patrick KESSEL).

Les communistes albanais contre le révisionnisme

De Tito à Khrushchev, 1942-1961
Textes et documents choisis et présentés par Patrick Kessel



Les documents albanais présentés par Patrick KESSEL ont une importance politique et théorique particulière. Ils montrent en effet qu'une dure lutte de classe s'est déroulée dans les pays de démocratie populaire, à l'intérieur même de leurs partis communistes respectifs, et que le PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE s'est tenu fermement dans le camp de la révolution, qu'il en a fait avancer la pratique et la théorie, que ce n'est nullement un hasard s'il est finalement devenu, selon l'expression de MAO TSE-TOUNG, «le phare du socialisme en Europe».

C'est ainsi qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS et Maurice THOREZ n'étaient pas seuls à demander que le passage du socialisme se fasse par des voies nouvelles et plus douces. Le PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE se retrouve aux côtés de STALINE pour lutter, avec intransigence et sur une base de principe, contre toute tentative pour affaiblir et paralyser la dictature du prolétariat, contre le mépris bureaucratique des masses, contre la sous-estimation de la lutte aux côtés des paysans pauvres face aux paysans riches.

En particulier, les textes de 1950 et 1952 consacrés par Enver HOXHA aux rapports entre le parti, les masses et l'état, à la critique et au contrôle de la direction par la base, à la lutte des classes sur le front idéologique, aussi bien que sur les fronts économiques et politiques... De tels documents font la preuve que l'approfondissement théorique et pratique du marxisme-léninisme a été très tôt porté à un très haut niveau par le PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE, dans le cadre d'une lutte idéologique de portée européenne et finalement mondiale. Il faudrait suivre le développement des analyses albanaises à travers chacune des étapes décrites par Patrick KESSEL. Voilà un livre qui permet de mieux comprendre l'importance du PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE et l'évolution du Mouvement Communiste dans le monde.

«DE LA REVOLUTION CULTURELLE AU 10 EME CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS».

(par Gilbert MURY).

La Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine ne peut être

comprise qu'à la lumière de l'histoire du Mouvement Ouvrier, comme un moment de la lutte à mort entre les travailleurs et la bourgeoisie, pour la possession du pouvoir politique. La grande presse prétend faire croire que la Révolution Culturelle repose sur l'utilisation habile par un groupe de dirigeants, des colères accumulées par le peuple chinois contre un gouvernement bureaucratique. Mais, à son habitude, elle se montre prête à recourir à n'importe quelle explication, pourvu qu'elle puisse nier l'importance décisive de la lutte des classes.

Dans une préface de 200 pages, dans deux volumes de textes choisis aux différentes étapes du mouvement, Gilbert MURY montre que la Révolution Culturelle permet de défendre la dictature du prolétariat contre ceux qui veulent, comme le remarquait déjà STALINE, «prendre la forteresse de l'intérieur», contre les bureaucrates qui se séparent du peuple, prétendent confisquer, à leur profit, le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, et finalement tentent de restaurer le capitalisme. Cette manière de comprendre la Révolution Culturelle est en tout cas confirmée par les derniers

développements de la lutte des classes en Chine. Et lorsqu'un critique bourgeois reproche à Gilbert MURY d'adopter sur la Révolution Culturelle «le même point de vue que les chinois eux-mêmes», nous pensons que c'est précisément là ce qui rend nécessaire la lecture de ce livre militant.

Gilbert Mury

De la révolution culturelle au X Congrès du parti communiste chinois.



10-18